

COMPTES-RENDUS

VOYAGE 'A LA CHINE'

WALTER, Xavier, *Le voyage de l'Hippopotame, jusqu'en Chine au temps de Louis XVI, chronique*, Paris, François-Xavier de Guibert, 2001, 446 p. [François-Xavier de Guibert, 3 rue Jean-François Gerbillon, 75006 Paris]

Les récits de voyage vers l'Orient, particulièrement abondants entre le XVII^e et le XIX^e s., constituent l'une des sources occidentales les plus aisément accessibles, justifiant ainsi le regain d'intérêt pour ce type de sources observé en France depuis une quinzaine d'années : en témoignent, par exemple, l'ouvrage de Danielle Elisseeff, sur l'interprète chinois de Louis XIV (1985)¹ ; le travail d'Alain Peyrefitte² sur l'ambassade de Lord MacCartney (1989) ; l'édition en 1990 par Frédérique Touboul-Bouyeure des mémoires du Père Louis Le Comte (S.J.)³ ; celle par Phan Huy Lê, Claudine Salmon et Tạ Trọng Hiệp du voyage de Phan Hyu Chú à Batavia au début des années 1830⁴ (1995), etc.

C'est dans ce contexte que Xavier Walter, agrégé d'histoire et précieux collaborateur d'Alain Peyrefitte pendant près de vingt ans, livre une 'fiction historique' sur le voyage à la Chine à la fin du XVIII^e s., dans la foulée de ses propres recherches sur John Barrow (l'un des membres de l'ambassade de MacCartney)⁵. L'ouvrage est construit autour d'authentiques manuscrits, ceux du bordelais Etienne Balguerie, conservés aux Archives de la Gironde, que l'auteur a combinés à une dizaine d'autres écrits de la fin du XVIII^e s., singulièrement ceux des missionnaires lazaristes, de l'amiral britannique George Anson, du négociant vaudois Charles de Constant, etc., pour décrire l'itinéraire 'type', géographique et mental, d'un voyage à la Chine. Pot-pourri littéraire d'un nouveau genre, l'ouvrage mêle ainsi les citations de documents d'archives (un tiers du texte, marquées par des italiques, encore qu'elles soient pour partie réécrites, voire apocryphes – et alors signalées comme telles), et les reconstructions personnelles de l'auteur (deux tiers).

¹ *Moi, Arcade, interprète chinois du Roi-Soleil*, ca. 1715, Paris, Arthaud, 1985, 191 p.

² *L'Empire Immobile ou le choc des mondes*, Paris Fayard, 1989, 552 p. [C.R. M.-S. de VIENNE dans *Péninsule* n°26, 1993 (1), pp. 122-125].

³ *Nouveaux mémoires sur l'état présent de la Chine*, Paris 1687-1692 ; texte établi, annoté et présenté par Frédérique TOUBOUL-BOUYEURE, Paris, Phébus, 1990, 554 p.

⁴ *Récit sommaire d'un voyage en mer, (1833) [Hãi trình chí lược], un émissaire vietnamien à Batavia [Môt sứ giả Việt Nam thăm Batavia]*, traduit et présenté par PHAN Huy Lê, SALMON Claudine et TẠ Trọng Hiệp, Paris, Cahier d'Archipel 25, 1994, 228 p. [C.R. M.-S. de VIENNE dans *Pén.* n°30, 1995 (1), pp. 195-198].

⁵ *Barrow, un anglais en Chine au XVIII^e siècle*, Paris, Payot, 1994, 471 p.

L'ouvrage se compose de 39 chapitres, contenant pour l'essentiel deux types de notations : 1° des mentions 'techniques' liées au trajet Bordeaux – Canton (coordonnées marines, description des escales, passage du détroit de Malaka au ch. XXV, etc.); 2° des dialogues entre les différents personnages présents sur *l'Hippopotame* (soit, dans la fiction de l'auteur – puisque le navire a bel et bien existé – essentiellement Balguerie et les Pères Raux et Ghislain), ayant pour objet de présenter la Chine par petites touches progressives. Le contenu peut en être présenté comme suit :

Les seize premiers chapitres décrivent les contextes, techniques (journal de bord), politiques (français et chinois), puis (ch. VII à XVI) l'histoire des missions occidentales en Chine, que complètent au fil de la plume quelques mentions d'ordre commerciales relatives aux productions locales.

Les chapitres suivants (XVII à XXVI) sont essentiellement consacrés aux mœurs, privées (pédérastie, friponnerie etc.) et politiques des Chinois (voir en particulier les pp. 210-223) ; et aux difficultés qui s'ensuivent pour les Européens, évoquant (entre autres) le passage obligé à Canton par la guilde contrôlant le négoce avec les Occidentaux (les marchands *hanistes* du *co-hong*).

Enfin les derniers chapitres (XXVII à XXXIX) sont consacrés au séjour de Balguerie en Chine : l'on y trouve ainsi une description de Macao et de Canton, de la 'société' occidentale (les employés des Compagnies), des conditions de vie à Canton, des relations avec l'administration chinoise (par exemple, la visite du responsable des douanes, le *hopou*, ch. XXI). Une large place (ch. XXXIII à XXXVII) est faite à l'affaire du *Lady Hughes* (exécution d'un canonnier anglais responsable accidentellement de la mort d'un chinois).

Ecrite dans un style très proche de celui des voyageurs de cette fin du XVIII^e s., cette 'chronique' de X. Walter constitue une reconstitution fidèle de ce que pouvait représenter un voyage à la Chine, et, par-delà, du regard porté par les négociants occidentaux sur la Chine en cette fin du XVIII^e : celui d'une difficile et monotone expérience de terrain, que l'échec de l'aventure jésuite autorise enfin à s'affirmer comme telle. Reste que l'ouvrage – en dépit de son caractère explicitement 'non-scientifique' – aurait gagné, au vu de la profusion des informations qu'il délivre, à comprendre un index et une bibliographie un peu plus fournie. De surcroît, les notations de technique navale (coordonnées cartographiques, etc.) – à notre avis, en sachant que la navigation n'est évidemment pas notre terrain de prédilection – paraissent très largement redondantes, le restant du texte se suffisant largement à lui-même.

Marie-Sybille de VIENNE

CAMPS ET REFUGIES

MITHOUNA, en collaboration avec André ROSSET, *La route n° 9, témoignage sur le goulag laotien*, L'Harmattan, Paris, 2001, collection Mémoires asiatiques, 398 p., 30 €.

Les témoignages en français sur les camps de rééducation au Laos sont peu nombreux : cet ouvrage n'est que le second⁶ depuis la création de ces camps en 1975, consécutive à la prise du pouvoir par le régime communiste Pathet lao.

Après une courte période de paix relative, entre septembre 1973 et avril 1975, pendant laquelle le Laos fut dirigé officiellement par un gouvernement de coalition royaliste-communiste, le parti Pathet lao – avec l'aide militaire du Nord Viêt-Nam – s'empara sans combats du pouvoir et mit en place un système répressif vis-à-vis des anciens cadres du gouvernement royal (fonctionnaires et militaires) et des personnes considérées comme des “valets de l'impérialisme américain”. Sous de fallacieux prétextes, tout en prônant la réconciliation nationale, les “nouveaux Lao” envoyèrent très rapidement toutes les personnes arrêtées dans des camps qui, du nord au sud, étaient chargés de les “réduquer”. Disséminés essentiellement le long de la frontière avec le Viêt-Nam⁷, ces camps n'étaient pas considérés par le nouveau gouvernement comme des camps de prisonniers, et la Convention de Genève qui régit les droits des prisonniers de guerre n'avait donc pas lieu de s'y appliquer.

Dans le Sud du Laos, une dizaine de camps accueillirent les prisonniers, en partie le long de la route n° 9, qui relie l'ouest du pays (Savannakhet, le long du Mékong) à l'Est et la frontière avec le Vietnam. Dans les années 60 et jusqu'à la chute de Saigon, une partie de cette route fit partie de la Piste Ho-Chi-Minh qui permit aux Nord-viêtnamiens de ravitailler en armes la guérilla communiste du Sud Viêt-Nam.

C'est sans procès ni jugement, sans connaître les motifs de leur internement, sans savoir combien de temps durerait leur détention que l'ex-capitaine de l'armée royale lao, Mithouna, et ses collègues sous-officiers furent assimilés à des traîtres et traités comme de véritables esclaves : la faim permanente, les humiliations incessantes, les brimades gratuites, les travaux forcés, la maladie... Et comme dans tous les bagnes, quel que soit le régime qui les ait créés, la vie quotidienne se résuma à un cauchemar, où les évasions réussies de camarades alternaient avec les assassinats arbitraires.

Mithouna connut plusieurs camps de travail : fin 1978, accusé d'une (fausse) tentative d'évasion, il fut envoyé dans un camp à régime sévère où étaient regroupés aussi bien des prisonniers de droit commun que d'anciens militaires ou des opposants

⁶ Le premier ouvrage n'a été publié qu'en 1993 : *La jeune captive du Pathet Lao*, par Vongprachanh Souvannavong, éd. Fayard, Paris, 1993. Voir aussi les rapports annuels d'Amnesty International sur ces camps.

⁷ Voir la carte des camps dans l'annexe de *Laos, stratégies d'un état tampon*, par Christian Taillard, Reclus, 1989.

au régime. Et ce n'est que grâce à sa force de caractère, son intelligence, son extrême prudence (voire méfiance), et surtout à son désir de revoir sa famille qu'il a survécu. Il trouva l'occasion inespérée de s'évader au début de 1983, rejoignit la Thaïlande, puis, en juin 1984, la France où sa femme et ses deux enfants avaient trouvé l'asile quatre ans auparavant.

On pourrait considérer ce témoignage comme purement historique – comme on peut le faire pour ceux d'autres détenus de camps de concentration. Mais il faut se rappeler que le régime communiste lao, qui a créé ces camps de rééducation en 1975, est toujours au pouvoir et que, si on constate une ouverture économique du pays depuis une dizaine d'années, la liberté d'expression y est toujours interdite et les opposants au régime sont arrêtés⁸ et envoyés dans les mêmes camps que ceux qu'a connus Mithouna.

L'ex-capitaine de l'armée royale lao a écrit ses souvenirs en 1995, car près de dix ans lui furent nécessaires pour réapprendre à vivre normalement et en famille. Ces huit années de bagne, qu'il nous restitue dans toute son horreur (8 ans sans pouvoir changer de vêtements, 8 ans sans un morceau de viande ou de poisson, 8 ans sans contact avec sa famille !), viennent confirmer toute l'absurdité du régime totalitaire en place au Laos. Et si l'on associe désormais le Cambodge à la folie meurtrière qui sévit pendant 4 ans avec le régime khmer rouge, il ne faut plus ignorer que le régime en place au Laos a créé ce goulag, et que les années de lavage de cerveau n'ont permis aucune "rééducation". Mithouna a souffert, dans son corps et son âme, il a voulu que le monde soit informé de ces monstruosité. C'est maintenant chose faite.

Didier VERONI

SMITH HEFNER, Nancy J., *Khmer American, Identity and moral education in a diasporic community*, Berkeley, Anthropology, American Studies, University of California Press, 1999, 237 p.

HOPKINS, Mary Carol, *Braving a new world ; Cambodian (Khmer) refugees in an American City*, Westport, Contemporary Urban studies, Bergin and Garvey, 1996, 169p

Alors que plus que 500.000 réfugiés khmers se sont réinstallés dans le monde occidental et au Japon, hormis les expertises psychiatriques souvent bien pessimistes et friandes de trauma, fort peu d'études ont été consacrées à leur réinsertion sociale et leur intégration culturelle, et encore moins publiées. Ces deux ouvrages sont donc les bienvenus car ils nous décrivent de manière intimiste la vie des Cambodgiens aux États-Unis.

⁸ Des étudiants manifestant leur désir de multipartisme ont été arrêtés fin 1999 et sont toujours détenus en camp.

Ces deux livres ethnographiques, écrits à la première personne, commencent comme des journaux de terrain, basés sur des témoignages directs où les auteurs sans fausse pudeur explicitent leurs relations personnelles avec les sujets de leur recherche, mêlant ainsi leur vie privée et leur champ de recherche, ce qui est étonnant pour des Français habitués à plus de pudeur. En même temps cette interaction qui nous est livrée est intéressante, car l'implication personnelle des chercheurs en anthropologie ou en ethnologie est rarement mentionnée encore moins analysée alors qu'elle a une incidence sur la méthodologie et les résultats de la recherche. Les deux femmes ont ici bénéficié de l'accompagnement et du soutien de leurs compagnons cambodgiens et de leur insertion dans les groupes de femmes cambodgiennes. Leur étude est issue de cette approche participative et d'entretiens conduits de manière plus formelle dans la communauté en khmer ou en anglais. Toutes deux sont reconnaissantes de l'aide et de l'accueil qui leur ont été apportés durant leur recherche au sein de la communauté khmère, qui en fait les a aussi investies comme des témoins et des gardiennes de la mémoire.

Nancy Smith Heffner⁹ a cherché à comprendre ce que signifiait être khmer pour des jeunes qui sont nés ou qui ont grandi aux États-Unis et quelles sont les aspirations des parents à leur égard ? Comment orientent-ils leurs efforts de socialisation et leurs attentes, confrontés aux changements ? Quels sont les implications en matière d'adaptation ? Ces parents qui ont connu la guerre et la révolution polpotienne ont eu une vie particulièrement difficile qui n'est pas sans incidence sur la socialisation de leurs enfants : même s'ils doivent faire des efforts constants pour s'adapter à la société américaine, alors qu'ils passent la plus grande partie de leur temps avec des Khmers, les enfants ont une tout autre expérience. Le bouddhisme reste une source de référence qui est transmise par les plus anciens et demeure au cœur de l'identité khmère alors même que les forces prosélytes de certains groupes protestants tendent à dénier voire conspuer ces croyances.

L'auteur montre comment les pratiques de socialisation commencent avant même la naissance de l'enfant, les modèles de respect et de déférence dans les relations avec la parenté étant inculqués dès le plus jeune âge. Les croyances et les attentes de la famille et de la communauté façonnent l'éducation morale de l'enfant avec ce souci de sauvegarder la face. Une attention particulière est apportée aux différences de genre dans la transmission. L'école est, certes, investie comme le lieu privilégié de la promotion sociale, mais sans que de fortes pressions soient exercées sur les enfants à qui il revient de déterminer leur propre futur. La sexualité et le mariage sont le lieu de conflits profonds et difficiles, la sauvegarde de la virginité des jeunes filles avant le mariage étant considérée comme un honneur suprême qui se traduit par des cérémonies mariales somptueuses. Ces processus éducatifs étudiés en détail et avec pertinence, montrent que les mécanismes de maintien ou de reconstruction de l'identité khmère reflètent une ambivalence dans les conceptions de la personne. D'une part les idéaux bouddhistes et les croyances religieuses, qui mettent l'accent

⁹ Professeur associé de linguistique appliquée à l'Université du Massachusetts à Boston.

sur l'individualité et l'intégrité, et d'autre part le modelage de l'enfant, sa focalisation sur la face, la moralité et la réputation de la famille dans la communauté.

Une fois parcourue une revue de littérature approfondie (qui n'apprendra rien de nouveau aux spécialistes du Cambodge), les observations et les analyses concernant la socialisation et l'éducation morale sont très informatives et inédites. La référence constante à des témoignages (écrits plus petits) et la translittération (F. Huffman) des termes cambodgiens, illustrent de manière pertinente et agréable les propos, tout en les renforçant. L'on regrettera l'inégale qualité des différents chapitres, mais la sexualité, par exemple, est un sujet extrêmement difficile à traiter. L'on regrette à cet égard de n'avoir pas encore d'étude aussi détaillée de l'éducation et la formation morale de l'enfant au Cambodge. Il resterait à écrire un nouvel ouvrage à partir des témoignages des jeunes, qui compléteraient de manière passionnante ce premier essai bien réussi et mettraient certainement plus l'accent sur les conflits de valeurs et interactions qui ne sont pas assez étudiés dans cet ouvrage. Il est très curieux que n'apparaissent pas les Américains comme si cette communauté vivait en vase clos sans aucune interaction directe avec la société d'accueil tout étant sous son influence. À cet égard, on eut aimé aussi connaître quels sont les messages éducatifs que transmettent les travailleurs sociaux ou enseignants américains, dans quelle mesure ils interviennent dans les familles et comment ? Ce d'autant plus que d'autres articles ou ouvrages sur les communautés du Sud-Est Asiatique montrent bien le poids de ces interférences et les incompréhensions qu'elles induisent. Notons enfin que, selon Carol Hopkins, le terme *Khmer-American* n'est jamais utilisé par les Khmers des États Unis pour se désigner, ce qui questionne le choix peu heureux de Nancy Smith Heffner, ce d'autant plus qu'il ne correspond pas véritablement à la problématique centrale de son ouvrage.

L'ouvrage de Mary Carol Hopkins¹⁰ est plus global et s'intéresse aux continuités et changements culturels dans la vie d'une petite communauté khmère dans une ville moyenne du centre ouest des États-Unis. Il examine les modèles de parenté, les rapports d'âge, de genre et de classe, ainsi que l'organisation de la communauté, des rituels et des institutions dans les contextes familiaux et communautaires. Rédigés initialement à l'intention des administrateurs qui décident de programmes pour les réfugiés, les différents chapitres déclinent différents aspects de la culture khmère : la culture matérielle, les modèles de parenté, les modes d'organisation sociale, l'idéologie, les agents de changement culturel, l'éducation scolaire. Certains paragraphes ne font que rapporter une réalité bien connue des spécialistes du Cambodge, le plus intéressant étant alors les changements introduits par la transplantation et les modes d'adaptation à la nouvelle réalité américaine, ou les conflits suscités par les confrontations de modes de vie et de pensée. Ayant eu pour point de départ, une école une église et un centre de santé avant que de s'immerger dans la communauté auprès tout spécialement des veuves et des jeunes, l'auteur a pu

¹⁰ Mary Carol Hopkins est professeur associé d'anthropologie à l'université du Nord Kentucky.

écrire un chapitre relativement intéressant sur l'interaction avec le contexte urbain américain et les institutions, même si ces contacts sont essentiellement médiatisés par des organisations pour des services et des besoins, et non pas de simples amitiés par affinités mutuelles.

L'on découvre que certains de ces acteurs (églises, agences sociales pour les réfugiés, écoles) interviennent avec peu de sensibilité culturelle afin de forcer au changement les Cambodgiens sans que soit bien rendu compte de leur idéologie, ni bien analysés les conflits de valeurs et les incompréhensions, ce qui est regrettable. Néanmoins quelques réflexions intéressantes sont amorcées dans la conclusion concernant les assertions des Américains à l'égard des migrants (ex : vous êtes ici vous êtes américains) et les comportements des Cambodgiens qui ont un souci de gratitude à l'égard de ceux qui les ont accueillis.

La grande hétérogénéité de l'ouvrage, et son souci de tout embrasser sans partir d'une problématique bien définie, laissent parfois l'impression d'un survol bien superficiel ; l'on eut aimé des propos plus consistants ouvrant la porte à des problématiques pour de futures recherches. Toutefois cette lecture facile qui se déroule comme un film permet d'entrevoir des éléments de la vie d'une communauté cambodgienne aux Etats-Unis : le mot exil semble y prendre tout son sens.

Ces deux ouvrages sont ainsi à lire comme des témoignages directs plus ou moins élaborés. Il eut été utile de pouvoir s'appuyer sur des cas cliniques de dysfonctionnement ou au contraire de réussite. Les différences socioculturelles sont très grandes dans la communauté khmère de même que les niveaux d'intégration, même si les deux ouvrages précisent bien les catégories auxquelles ils se sont intéressés, l'on regrette de ne pas en savoir plus sur les rapports de classe entre khmers et l'identité asiatique au sens large (comme on le voit chez de jeunes Khmers en France. Il serait de surcroît intéressant de voir dans quelle mesure certains des changements qui affectent les familles aux États-Unis sont aussi effectifs au Cambodge.

Didier BERTRAND

ECONOMIE AGRAIRE

LEBAILLY Philippe, DOGOT Thomas, PHAM Van Bien & TRAN Tien Khai, *La filière rizicole au Sud Viêt-Nam, un modèle méthodologique*, Gembloux, Les Presses Agronomiques de Gembloux, A.S.B.L., 2000, In-4°, 142 p. [Passage des Déportés 2 – B-5030 Gembloux, Belgique]

Cet ouvrage collectif s'inscrit dans le cadre du vaste débat théorique qui oppose les partisans du 'passage à l'économie de marché' à ceux d'un 'développement durable',

singulièrement agricole (voir les recherches de L. Tweeten¹¹, J. Roche¹², etc.), où il propose l'une des voies de réponses possibles, celle de la synthèse. Ses auteurs sont tous d'éminents spécialistes d'agronomie tropicale. L'objet de l'ouvrage est d'étudier – à travers l'exemple du delta du Mékong qui fournit la moitié de la production de paddy et quelque 80% des exportations de riz du Viêt-Nam et au terme de trois années de recherche sur le terrain – les modalités de fonctionnement de la filière rizicole, filière qui représente de l'ordre de 15-20% du P.I.B.

Les auteurs commencent par présenter les concepts (celui de 'filiale-produits', de 'revenus distribués' et de 'valeur ajoutée créée') et la méthodologie retenus (enquête de terrain servant de support à la constitution d'un échantillon représentatif autorisant l'analyse financière et économique de la filière ; sur cette base, évaluation de l'impact global de la filière sur l'économie nationale). Ils dressent ensuite (ch. 2) les grandes lignes de l'économie agricole de la région du Mékong : quelque 39.600 km² (et près de 17 millions d'habitants), quatre types géomorphologiques, occupés par des exploitations en moyenne de moins d'un ha. Cet espace est en pleine mutation : les superficies où l'on compte une seule récolte de riz par an décroissent au profit de l'aquaculture et des cultures pérennes quand les zones de plusieurs récoltes augmentent. La main d'œuvre est omniprésente, et l'équipement réduit ; en raison des décaissements de trésorerie dus au cycle végétal, le financement fait nécessairement appel au crédit – formel et informel – ; le riz est traité en minirizeries villageoises (pour l'autoconsommation), rizeries plus importantes pour le marché local ou rizeries travaillant pour l'exportation (retraitant le riz blanc pour réduire les brisures et améliorer la qualité). Les compagnies publiques d'exportation – au nombre de 13 pour le delta du Mékong – sont les seuls organismes autorisés à exporter ; l'importation d'engrais (les trois quarts de la consommation locale) est également monopole d'Etat.

Suivent deux études de cas. Celui de la province de Can Tho (ch. 3), qui montre une tendance à la hausse des superficies et des rendements rizicoles. Celle du village de Thanh Xuan, qui fait apparaître un excellent réseau hydrographique, partant, une riziculture irriguée peu affectée par les inondations et des cultures complémentaires pérennes et fruitières. La population – d'ethnie *kinh* – se caractérise par sa jeunesse (40% de moins de 17 ans), la taille relativement grande des familles (6 personnes) et une relative pauvreté touchant 53% des ménages, à ceci près moins de 20% de la population (enfants inclus) est illettrée. Richesse et pauvreté sont ici corrélatives du nombre d'actifs dans la famille (plus il est important, plus la famille est riche), et de la diversification des cultures (plus la famille est riche, plus la part des vergers dans l'exploitation est importante). La moitié des ménages possède un bateau, et pratiquement tous les agriculteurs louent des tracteurs ou des motoculteurs ; le battage du paddy est également mécanisé ; tous les agriculteurs élèvent de la volaille

¹¹ *Agricultural policy analysis tools for economic development*, San Francisco, Westview Press, 1989, 402 p.

¹² *The international rice trade*, Cambridge, Woodhead, 1993, 244 p.

et des porcs en complément, et 60% d'entre eux sont engagés dans d'autres activités, allant de la fonction publique au petit commerce.

L'analyse comparative des résultats rizicoles par zone agro-écologique (ch. 4) montre que les rendements sont tributaires des techniques de production et des conditions naturelles, la plaine d'inondation du Mékong présentant des conditions optimales (moindre consommation d'engrais, plus forts rendements, etc.), dans le cadre d'une adaptation systématique des variétés au milieu (ici les variétés modernes). Sur cette base, il apparaît que le riz traditionnel demande moins de soins que le riz amélioré, et présente une meilleure résistance, d'où des coûts de production (main d'œuvre familiale incluse) plus faibles à l'hectare, le prix des semences tendant à augmenter, tout comme celui des fertilisants. Mais la taxation foncière ne tient pas compte du nombre de récoltes effectuées, variant ainsi (en % des coûts de production) du simple au triple. La main d'œuvre familiale ne couvre que 50 à 80% des besoins d'une campagne rizicole, d'où l'appel à une main d'œuvre extérieure ; cela dit c'est encore dans la plaine d'inondation du Mékong que ce besoin est le plus faible. 60% du produit brut total de paddy est commercialisé, le riz traditionnel étant plus apprécié localement ; les prix des régions les plus exportatrices sont liés à ceux du marché de Bangkok ; les rendements ont un poids prépondérant dans les revenus nets des agriculteurs, ouvrant ainsi la porte à l'amélioration des techniques de production. L'analyse financière (ch. 5) fait apparaître deux zones rizicoles privilégiées : la plaine d'inondation du Mékong (rizière irriguée), le système le plus stable ; et la riziculture (traditionnelle) inondée de terre basse dans la plaine côtière (système générant le plus de valeur ajoutée). Les collecteurs de paddy, qui assurent le transport aux rizeries, et, pour une partie d'entre eux (ceux qui travaillent pour l'exportation) le retraitement, ne paient pas de taxes. La valeur ajoutée nette (après déduction des consommations intermédiaires) des rizeries augmente proportionnellement à leur capacité ; les plus importantes assurent le retraitement du riz pour l'exportation (pour obtenir du 5% de brisures). La consolidation des comptes de la filière montre que les agriculteurs obtiennent la part la plus importante de la valeur ajoutée (55%), suivie des ouvriers (toutes catégories confondues, 20%), des collecteurs (4% chacun) et enfin des rizeries (2%) ; l'Etat et les institutions financières en récupérant respectivement 6 et 4%. Les détaillants d'agrofournitures assurent une partie des besoins de trésorerie des agriculteurs. Au bilan, la valeur ajoutée incluse dans une tonne de paddy représente près de 80% de la valeur correspondante de riz blanc (5% brisures) et de ses sous-produits. Cela dit, les trois quarts du prix du riz blanc reviennent à la collectivité nationale, constituant ainsi un bilan global très favorable de l'activité (p. 114). Les interventions de l'Etat sur les marchés (quotas à l'exportation) vont toutefois parfois à l'encontre des objectifs recherchés, et le rôle des compagnies d'Etat à l'exportation demeure d'autant plus ambigu que la filière demeure largement dominée par le secteur privé.

Cet ouvrage particulièrement solide sur le plan théorique et méthodologique constitue apparemment la première tentative d'évaluation économique et financière d'une filière agronomique en Asie du Sud-Est péninsulaire, ce qui en fait sans nul

doute un ouvrage de référence. Ce type d'approche, associant de longues enquêtes de terrain et un solide appareil conceptuel, paraît particulièrement adapté à la mise en place de programmes de développement ruraux, notamment dans le cadre du passage à l'économie de marché, puisqu'il place au cœur de l'analyse la notion de rentabilité. On ne saurait trop en conseiller la lecture à tous ceux qui s'occupent de développement, au Cambodge, au Laos, au Myanmar, etc.

Marie-Sybille de VIENNE

DIPLOMATIES

VILLATE, Laurent, *La République des diplomates, Paul et Jules Cambon 1843-1935*, Paris, Science-infuse, 2002, 415 p.

Le nom des Cambon reste attaché à la diplomatie de la Belle Epoque. Les deux frères, Paul et Jules, nés sous la Monarchie de juillet, ont représenté la France dans les ambassades les plus prestigieuses du moment. Il est encore prématuré de parler des ors de la République, car les représentations françaises à l'étranger étaient proportionnelles à l'intérêt que le pays portait au reste du monde. Néanmoins, Paul et Jules appartiennent à ce personnel diplomatique qui semble exhumé d'on ne sait quel roman de Proust – mais non d'Anatole France et encore moins de Zola. Laurent Villate brosse le portrait de ces frères qui intriguent volontiers dans les salons pour obtenir l'évêché de l'oncle Adolphe ou un poste 'à leur mesure'. De Constantinople à Washington et de Londres à Berlin, ces hommes du monde savent qu'il n'est nul besoin d'élever la voix pour se faire entendre ; un long soupir ou un air entendu suffisent à exprimer le mépris dans lequel on tient tel ministre des Affaires Etrangères ou tel souverain forcément incapable. *La République des Diplomates* a bien le fumet de cette diplomatie secrète, tant honnie par Wilson.

Ce livre d'histoire, qui se lit comme un roman, est d'une facture impeccable, servie par l'érudition, un style, et une distance critique par rapport à l'objet qui évite à l'auteur de verser dans l'hagiographie. En introduction, une rapide critique externe précise que l'étude des deux diplomates les plus connus de la III^e République repose sur les correspondances entre les deux frères et, plus largement, entre les membres de la famille. C'est à partir de cette source tant prisée par les historiens que se dessine le tableau des grandes affaires du monde. On peut néanmoins se demander si les Cambon n'ont pas laissé à dessein la trace de leur action. Bon nombre d'acteurs de premier plan, qu'ils soient hommes politiques ou diplomates, ne résistent pas à la tentation de l'histoire. Il faut donc savoir gré à Laurent Villate d'avoir enserré le discours des Cambon dans le carcan de l'historiographie. Ainsi, les études menées de Maurice Agulhon à Christophe Charles sur les sociabilités des élites à la fin du XIX^e s. permettent de mieux appréhender ces parcours individuels dans les arcanes du

pouvoir. Sur le volet hexagonal de la carrière des deux frères, rien à dire. En revanche, dans le domaine des relations internationales, l'auteur ne peut s'appuyer sur une bibliographie aussi féconde : être obligé de se servir des travaux de Pierre Renouvin sur Fachoda montre, par exemple, que l'histoire diplomatique et au-delà, des relations internationales, demeure le parent pauvre de la recherche française. Raison de plus de se féliciter de l'existence du présent ouvrage.

De toutes les épithètes qui caractérisaient le mieux les Cambon, 'orléanistes' est assurément celui qui s'impose. Une certaine idée de l'ordre plutôt que celle du just-milieu les prédispose à définir une ligne pragmatique. Ralliés à Thiers après la chute de l'Empire, ils prennent en marche le train de la République, assis aux côtés de Jules Ferry. De hasards en calculs, ils considèrent un temps un rapprochement vers les socialistes et font les yeux doux à Millerand. Mais Jules semble bien mieux à sa place au cabinet de Clemenceau pendant la Grande Guerre. La diplomatie n'apprend-elle pas la navigation à vue dans les eaux troubles de l'égoïsme (qu'il soit national ou individuel) ?... Ces Rastignac de la diplomatie ont hésité à l'orée de leur carrière. L'apprentissage du pouvoir commence en préfecture. C'est assurément dans leur fonction de représentants de l'Etat que les deux hommes apprennent les règles du jeu ; juger les hommes et prendre des décisions. Comme le dit l'auteur, le but de Paul, préfet du Nord aux prises avec la "Question sociale", c'est le maintien de l'ordre (p. 50). Or, cette volonté devient parfois un exercice d'équilibriste où il importe de ménager toutes les parties en présence. Cette propédeutique de l'entregent accomplie, les deux frères s'embarquent pour l'autre rive de la Méditerranée. Au dire de Paul, ils sortent "des affaires ordinaires pour entrer dans les grandes affaires" (p. 63). Paul veille à l'établissement du protectorat français sur la Tunisie alors que Jules accepte d'un cœur léger le Gouvernement Général de l'Algérie.

Le mariage de raison entre expérience politique et administration coloniale engendre un enfant naturel : l'ambition de la Carrière. Dans la force de l'âge, la quarantaine à peine atteinte, Paul est nommé à Madrid en 1886. Il représente ensuite les intérêts français à Constantinople et à Londres où il restera plus de 10 ans jusqu'à la fin de la première guerre mondiale. Son cadet ne tarde pas à lui enclencher le pas. Jules est nommé à Washington en 1897, une représentation qui n'a pas le lustre des grandes ambassades européennes. Mais l'influence grandissante de la première puissance industrielle en 1914 sur l'échiquier mondial bénéficie finalement à Jules qui présente ses lettres de créance à Alphonse XIII roi d'Espagne en 1903 puis au Kaiser Guillaume II en 1907. La Grande Guerre marque à la fois l'apogée et le déclin des frères Cambon, traités par les hommes politiques avec l'obséquiosité des Anciens qui ont déjà fait leur temps. Au temps de la 'diplomatie des diplomates', les Cambon ont donc eu en charge les principaux dossiers de leur époque, des réminiscences de la Question d'Orient à la formation de la Triple Entente en passant par les vellétés expansionnistes des Américains dans le Pacifique ou celle des Européens en Afrique. Sur aucune de ces questions complexes, l'auteur ne peut être pris en flagrant délit d'ignorance ce qui, en soi, mérite un accessit...

La République des Diplomates suscite la réflexion sur le genre biographique voire le rôle des hommes dans l'histoire. Sur le premier point, la recherche a considérablement avancé grâce à l'impulsion donnée par l'école américaine dans les années 1980. À la prétendue exhaustivité de lourdes et ennuyeuses monographies s'est substituée une réflexion sur la construction des mythes (comme celui de Washington) ou plus largement sur les représentations. En France, des travaux comme celui de Jacques Le Goff sur saint Louis ont permis de revisiter un genre qui avait fini par être délaissé. Le livre de Laurent Villate n'est pas à proprement parler une (double) biographie, où l'auteur déroule l'écheveau des récits de vie, et c'est ce qui fait son intérêt. Laurent Villate a le souci de démonter la mécanique du pouvoir en insistant, par exemple, sur le fonctionnement du Quai d'Orsay ou encore sur l'utilisation de la presse dans les affrontements entre les caciques du régime. À la lecture de l'épisode sur le différend entre Paul Cambon et le général Boulanger, on comprend mieux comment deux opportunistes se servent de la République pour assouvir leurs ambitions. Le deuxième point pose le problème, insoluble, des interactions entre les hommes et l'histoire. Les Cambon, interpellés par les événements qu'ils vivent, s'interrogent sur leur sens. Dégagés de leur gangue de vanité, leurs propos livrent le suc d'une réflexion sur la diplomatie, sur les hommes en général. En 1893, Paul écrit au sujet de Paul d'Estournelles, 'briantiste' avant l'heure : "Il croit à l'efficacité de l'action humaine sur les choses de ce monde (p. 233)" et conseille à son fils de ne pas le considérer comme un toqué (sic)... Est-ce à dire que l'ambassadeur considère que l'homme – et lui-même – a (ont) toujours une action sur les événements ? La réponse ne semble faire aucun doute. Or, presque 25 ans plus tard alors que, contre toute attente, la Grèce entre en guerre aux côtés des Alliés, Paul précise à son fils : "À force de vivre dans les coulisses, on finit par devenir très sceptique sur les vraies raisons des grands événements de l'histoire" (p. 329). La vérité doit être médiane... Leurs paroles mêlent expérience et réflexion personnelle. Ainsi, Jules se plaint à son frère de Louis Bartou, ministre de l'Intérieur en 1896. Il reproche à ce dernier de ne pas savoir distinguer les personnes et les fonctions (p. 113). C'est effectivement une grave erreur dans les milieux du pouvoir, mais cette vérité demeure bien cachée, surtout en politique. À l'aune des conférences de la paix, les Cambon jouent les Cassandre. Mais leur temps est révolu et ils se contentent désormais de gérer leur patrimoine.

Il faut souhaiter que ce livre très stimulant suscite des vocations, non pas dans la Carrière, car les impétrants sont légion, mais en histoire diplomatique...

William GUERAICHE

COLONISATION, GUERRES ET INDEPENDANCES

NGUYỄN THẾ ANH, *Monarchie et fait colonial au Viêt-Nam (1875-1925), le crépuscule d'un ordre traditionnel*, Paris, L'Harmattan, 1992, 311 p.

Il s'agit des résultats d'une recherche longuement menée, tant en France qu'au Viêt-Nam, plus particulièrement à Huê. Successivement recteur de l'Université de Huê puis directeur de recherche au C.N.R.S., Nguyễn Thế Anh rejoint finalement, en tant que directeur d'études, l'Ecole Pratique des Hautes Etudes (Paris). Ses nombreuses publications sont connues de spécialistes, plus spécialement de vietnamologues. Mais rares sont les travaux de synthèse sur une période contemporaine, encore brûlante dans les mémoires. Ce qui est intéressant par contre c'est que l'auteur nous offre cette possibilité de dialoguer avec l'Histoire presque en direct.

Malgré les révoltes contre la monarchie, “le roi continue à être un lien essentiel entre la monarchie ancienne et l'Etat, qui reste à construire” (p.11). Après Tự Đức, elle doit faire face aux désarrois, causés par la succession et les dissensions intérieures et on peut dire que personne n'est là pour s'opposer ni au débarquement des Français, ni à leur administration directe. D'autant plus que le roi ne demande que la protection contre les menaces de révolte et de destitution monarchique (p. 278). Peut-on supposer que le roi veuille rester sur le trône en échange de l'indépendance ? Malgré leurs échecs, Hàm Nghi, Duy Tân, Thành Thái semblent dire le contraire. Effectivement, “malgré leurs pouvoirs confisqués, ils affirment qu'ils sont légitimes, car ils sont de filiation divine lors de leur intronisation” (p.279). C'est la raison pour laquelle le pouvoir colonial français ne rencontre presque pas de difficultés majeures dans la liquidation de la monarchie vietnamienne. De plus, la maladie et la minorité des rois n'arrangent pas les affaires.

Cela étant, je me permets de saisir cette opportunité pour esquisser quelques remarques.

1. Les historiens affirment que l'histoire est répétitive et, avec une certaine logique, préconisent donc de chercher les réponses dans le passé pour comprendre les problèmes du présent et de l'avenir. Cependant, en sciences sociales, les réponses sont à trouver dans le présent lui-même, car tout évolue, tout est “processus”. De plus, le présent offre une excellente occasion pour comprendre le passé, en constituant un “puzzle” dont les pièces sont à peu près connues (approche structurale/approche dynamique).

2. L'évolution historique ne procède pas en ligne droite, allant de la monarchie à la démocratie. En fait, dans certaines sociétés développées, des structures démocratiques institutionnalisées ne sont pas absolument nécessaires. Les coutumes sont devenues des habitudes collectives, qui s'inscrivent, à leur tour, dans l'inconscient collectif (archétypes). Ce sont ces archétypes qui forment le fondement

stable et inamovible d'une société. Et ce fondement stable et inamovible n'est autre que celui des vecteurs moraux et spirituels. La résistance la plus efficace à une menace d'annexion réside dans cette base morale et spirituelle. C'est le gardien de l'âme d'une culture.

NGUYỄN Hương
(CNRS)

TERTRAIS, Hugues, *La piastre et le fusil, le coût de la guerre d'Indochine, 1945-1954*, Paris, Comité pour l'histoire économique de la France, 2002, 634 p.

De nombreux ouvrages traitent de la première guerre d'Indochine, comme ceux de Lucien Bodard¹³, Philippe Devillers¹⁴, Paul Mus¹⁵, etc. Restent qu'ils abordent essentiellement les aspects militaires et sociopolitiques du conflit, sans prendre en compte sa dimension économique. C'est pour combler cette lacune qu'Hugues Tertrais, enseignant à Paris VII, s'est lancé dans un volumineux travail de recherche posant le problème du "nerf de la guerre" : l'argent, autrement dit le financement du conflit par les belligérants.

L'ouvrage s'appuie sur un dépouillement systématique des sources d'archives françaises, émanant des ministères des Finances, des Affaires étrangères et de la Défense, du Secrétariat général du gouvernement et du Commissariat général au Plan (ces deux derniers fonds conservés aux Archives nationales), que viennent compléter les documents du fonds Indochine des Archives d'outre-mer, ainsi qu'une douzaine d'entretiens avec des personnalités ayant participé à la prise de décision (pp. 455-473). Il se décompose en trois parties. La première (pp. 25-173) rappelle les grandes étapes de la guerre, et leurs contextes économiques ; la seconde (pp. 175-343) évalue précisément le coût de la guerre et son financement ; la troisième (pp. 345-445) dresse le bilan économique et politique du conflit. L'ouvrage comprend une bibliographie (pp. 475-491), une chronologie (pp. 493-518), une présentation des acteurs politiques français et un tableau des changes. Les documents les plus importants sont publiés en annexe (pp. 527-627), laquelle est suivie d'un triple index (lieux, personnes, sociétés / institutions). Eu égard à l'accessibilité des sources, l'ouvrage traite essentiellement de la partie française.

Le conflit indochinois se dote d'emblée d'une dimension économique : monétaire (une des premières mesures d'Hochiminh étant de créer une monnaie concurrente de la piastre) ; productive (atteintes aux biens des colonisateurs, singulièrement les plantations d'hévéas) ; et budgétaire. À partir de 1949, côté français, les dépenses militaires s'envolent, multipliées par 2,5 entre 1949 et 1951, d'autant qu'il faut

¹³ *La guerre d'Indochine I*, Paris, Grasset, 1997, 1168 p.

¹⁴ *Histoire du Vietnam*, Paris, Le Seuil, 1940 & 1952, 472 p.

¹⁵ *Vietnam, sociologie d'une guerre*, Paris, Seuil, 1952, 373 p.

répondre au soutien militaire que la Chine apporte au Viet Minh : avec la création des Etats associés d'Indochine, se pose en effet le problème du financement par la France des armées nationales. À cela s'ajoute la guerre économique : les Français font de la fausse monnaie Viet Minh ; se livrent à une "guerre du riz" dans la principale zone productrice du pays, le delta du Mékong ; le Viet Minh discrédite les monnaies des Etats associés et de la B.I.C., etc. Avec la guerre de Corée, l'aide américaine est acquise, notamment sous forme de matériel militaire ; quant à l'aide économique américaine aux Etats associés, elle n'est pas sans risque pour le maintien d'un lien privilégié avec la France. Malgré ces concours, la part du budget de la France accordée à la défense augmente de moitié entre 1950 et 1951 : la stratégie menée par le maréchal de Lattre au Tonkin (fortifications à Cao Bang et dans le delta) s'avère ruineuse ; dès lors, la guerre d'Indochine est "rattrapée par son coût" (p. 119), 15% du budget français, d'autant que les trois Etats indochinois – dont l'association constituait le fondement de la stratégie française – n'ont "aucune envie de s'associer" (le Viêt-Nam, par exemple, refusant de reverser au Laos et au Cambodge leur part des recettes douanières). Pas d'autre solution, donc, que de demander davantage d'aide américaine (en 1953, elle couvre de l'ordre de la moitié du coût de la guerre, soit l'équivalent de la subvention française aux trois Etats) – au prix d'une ingérence politique croissante ; et, en parallèle, de dévaluer de 40% la piastre indochinoise (mai 1953, émise d'abord par la Banque de l'Indochine [B.I.C.], puis, à partir de 1950, par un institut d'émission commun aux trois Etats, situé à Phnom Penh). Reste que, sur le terrain, les Français perdent la bataille de Dien Bien Phu – où les Américains n'interviennent pas – ; que l'Union économique indochinoise éclate ; et que la métropole réalise un peu tard qu'elle n'a pas négocié avec le bon interlocuteur, à savoir Hochiminh : c'est la fin du rêve indochinois.

Reste à évaluer le coût de la guerre. Entre 1946 et 1954, les "effectifs budgétaires" ont plus que doublé, de 60.000 à 135.000 hommes, étant entendu que, sur le terrain, "l'effectif constaté" est supérieur de 10 à 20% selon les années. Les traitements représentent 40% du budget de la guerre. 8-9% seulement des dépenses se font en devises, quelque 40% en francs (entretiens et équipement du corps expéditionnaire), et le reste en piastres. Au fil de 376 "opérations", la guerre est devenue de plus en plus technique (le nombre des armes toutes catégories quintuple, de 160.000 en 1947 à 870.000 en 1954), avec une part croissante de l'aviation et des matériels américains (p. 199). Pourtant, la stratégie française semble avant tout défensive (fortification "de Lattre"), isolant les parties "utiles" du delta du Tonkin, quand le Viet Minh joue une stratégie mobile de contrôle des routes et des zones de collines. Et, de toute façon, elle semble inadéquate, car les pertes humaines sont considérables, près de 20% des soldats français envoyés en Indochine, et la France ne cesse de perdre du terrain. Le recrutement des troupes françaises devient donc de plus en plus hétérogène (31% du corps expéditionnaire en 1954) ; ce à quoi tente de pallier le développement d'armées nationales, 55.000 hommes fin 1949, 292.000 hommes en 1954.

La guerre d'Indochine absorbe 26% du budget militaire français jusqu'en 1950, puis cette contribution décline au point qu'en 1954, 21% seulement du coût de la

guerre est financé par la France. Le financement local s'opère à deux niveaux, celui des Etats associés (le Laos étant dispensé) et celui de l'Union, les Etats associés augmentant progressivement leur participation : en 1954, 70% du budget de l'Etat associé vietnamien passe dans la guerre. À ces financements officiels s'ajoutent les comptes spéciaux du trésor indochinois (p. 242), qui fonctionneront jusqu'en 1950, relayés par l'émission fiduciaire, laquelle alimente une spéculation et un trafic des piastres, parfois même au profit du Viet Minh (p. 250). Et le trafic de l'opium, effectué par les services de renseignement, qui présente en outre l'avantage de rallier les minorités productrices même si ses retombées demeurent relativement anecdotiques en termes financiers.

Quant à l'allié américain, il commence par accorder une aide en matériel militaire (1950), puis y ajoute des carburants (1953), contribuant ainsi à hauteur de 14% au coût de la guerre en 1950, puis à quelque 20% (soit 300 millions \$) à partir de 1952 (p. 259). Il faut y ajouter une modeste aide économique aux Etats associés (entre 1 et 4% du coût total de la guerre), effectuée soit sous forme de dons, soit sous forme d'aide "commercialisée" (les achats indochinois de produits américains sont réglés à une caisse centrale en Indochine, qui met les fonds ainsi obtenus à la disposition des Etats associés). Et surtout, à partir de 1952, une aide financière conséquente à la France pour l'Indochine (330 millions \$ en 1952), laquelle double en 1954 (785 millions \$) ; sur la même période, la part de l'Indochine dans l'aide financière américaine à la France augmente d'un tiers (de 66% en 1952 à 84% en 1954).

Côté Viet Minh, c'est la Chine qui aide, avec un apport évalué entre 20 et 50% des dépenses militaires (p. 274), autrement dit équivalent en termes relatifs à l'aide des Etats-Unis à la France.

En dépit de ces contributions financières, pour la France, la guerre est difficile à gérer, non pas seulement du fait de la distance, mais parce que la conduite de la guerre dépend de plusieurs ministères, les Finances, la France d'Outre-mer, partiellement relayé à partir de 1950 par les Relations avec les Etats associés, et, cela va sans dire, la Défense. Il faudra attendre 1953 pour que les crédits militaires soient rattachés à la défense ; en plus, quatorze chefs de gouvernement se succéderont en dix ans ! À cette gabegie administrative, aggravée par la complexité des procédures, s'ajoute une situation économique calamiteuse en Indochine : le taux de couverture des échanges extérieurs passe de 222% en 1946 à 25% en 1953 (p. 309), autrement dit l'économie est au bord de la faillite ; la surévaluation de la piastre – autant que le mode de règlement des dépenses militaires – alimente jusqu'en 1953 les trafics en direction de la métropole.

Sur cette base, le bilan du conflit que dresse H. Tertrais est le suivant :

1. Pour la France. Economiquement, elle ne semble pas avoir perdu grand chose dans l'opération. Malgré la guerre, l'économie française s'est stabilisée : de 1948 à 1950, le gonflement des dépenses indochinoises s'accompagne de dévaluations du franc ; en revanche, à partir de 1952, la charge financière diminue (de 10% du budget français en 1949, les crédits militaires pour l'Indochine chutent à 3,8% en 1954) ; le franc se stabilise ; et la France se désengage de la piastre. Les enjeux économiques de

l'Indochine sont modestes : le caoutchouc, certes, étant entendu que les prix internationaux sont en baisse ; l'anthracite du Tonkin, dont la production reste inférieure de moitié à son niveau d'avant-guerre, avec un client quasi-unique, le Japon. Tout au plus l'Indochine constitue-t-elle (après l'Algérie) le deuxième débouché des produits français au début des années 1950, le commerce extérieur français demeurant à l'époque des plus modeste, mais elle est rétrogradée au 4^e rang en 1953. Quant aux investissements français en Indochine, ils sont en chute libre depuis 1943 (divisés par 2 en monnaie constante), au point que, sans trop l'avouer, la B.I.C. elle-même joue une stratégie de repli sur l'Afrique et le Moyen-Orient. Autrement dit, ce qui compte, c'est déjà l'Europe et ses marges, et pas l'Indochine.

2. Pour l'Indochine. Du fait de la guerre, l'Indochine est passée à côté de l'industrialisation : le plan Monnet de modernisation n'a pu voir le jour. La survie alimentaire n'est plus assurée au Viêt-Nam, car l'agriculture vivrière s'est effondrée : entre 1942 et 1952, la production de riz vietnamienne est divisée par 2, alors même qu'au Cambodge et au Laos elle a augmenté (p. 414). Et surtout l'Indochine s'est "balkanisée" : les trois pays indochinois n'hésitent pas à manifester leur volonté de se gérer indépendamment les uns des autres ; de surcroît, en 1953, le gouvernement vietnamien ne contrôle que quelque 15% du territoire au Nord et au Centre, contre 70% au Sud. La paix revenue, c'est l'éclatement : le Nord Viêt-Nam se branche définitivement sur le bloc socialiste, le Sud délite progressivement ses liens avec la France : dès 1955, au plan politique, il "passe complètement dans l'orbite des Etats-Unis" (p. 435). Le Laos reste un champ de bataille. Quant au Cambodge, économiquement comme politiquement, c'est celui des trois Etats associés qui paraît en 1955 en meilleure posture.

Cet ouvrage livre ainsi un diagnostic sans complaisance sur la guerre d'Indochine, très solidement documenté, et constitue à ce titre un considérable apport documentaire. Il aurait toutefois vraisemblablement gagné à mieux traiter les données chiffrées, par une mise en graphique et une corrélation systématiques, de manière à conforter la thèse implicite de l'auteur : à savoir que la défaite fut aussi économique, non pas tant que la guerre coûtait cher, mais parce que, à ce prix, elle n'avait plus d'intérêt – sauf pour les Etats-Unis, dans une logique d'endiguement du communisme qu'ils étaient les seuls à pouvoir déployer.

Marie-Sybille de VIENNE

Naw, Angelene, *Aung San, and the struggle for Burmese independance*, Copenhagen, Nordic Institute of Asian Studies, 2001, 284 p. [e-mail : bookd@nias.ku.dk]

Même si plusieurs ouvrages ont été consacrés à Aung San¹⁶ – à commencer par un opuscule de sa fille, Aung San Suu Kyi¹⁷ – il n’existait à ce jour aucune biographie de type scientifique. D’où le présent travail d’Angelene Naw, qui s’appuie pour l’essentiel sur les sources britanniques, complétées (ce qui contribue à l’intérêt du travail) par la bibliographie en langue birmane. Présentée ici en sept chapitres, la biographie de Aung San peut se ramener à trois grandes phases : l’engagement nationaliste (1915-1940) ; le jeu de la seconde guerre mondiale (1940-1945) ; l’obtention de l’indépendance (1945-1947).

1. Né à Natmawk (district de Magwe, Birmanie centrale, près du mont Popa) le 13 février 1915, d’un père avocat (U Pha) et d’une mère commerçante (Daw Su), Aung San se rattache à l’un des héros de la résistance aux Britanniques, U Min Yaung (Bo La Yaung, chef de Taungdwin), cousin germain de sa grand-mère maternelle. D’une famille d’intellectuels (l’aîné de ses frères enseigne dans un lycée anglo-birman) Aung San est un sujet particulièrement brillant, ce qui lui vaut plusieurs bourses, pour terminer l’école secondaire et rentrer à l’Université. Devenue province de l’Empire des Indes en 1897, puis accédant à un semblant d’autonomie interne en 1923, la Birmanie est à l’époque agitée de mouvements nationalistes, l’un des termes du débat politique portant sur l’éventuelle séparation d’avec l’Inde. D’un côté les deux mouvements issus du *General Council of Burmese Associations* entretiennent une effervescence politique ; de l’autre, la rébellion populiste de Saya San (1930-31), présumé d’ascendance royale (dynastie de Konbaung), fait rentrer la Basse-Birmanie en ébullition. C’est dans ce contexte qu’Aung San entre à l’Université en 1932, pour y effectuer des études de lettres ; il s’efforce en outre d’améliorer une élocution anglaise défectueuse. Deux associations, *Dobama Asi-Ayon* (dont les membres s’appellent *thakin*, ‘maître’), et *All-Burma Youth League*, commencent à organiser les étudiants. Aung San devient rédacteur en chef du journal étudiant *Oway* et écrit dans *New Burma*, dont son frère est l’un des rédacteurs ; puis, malgré son apparence renfrognée, peu soignée et sa brusquerie, il est élu au comité exécutif de l’Union des étudiants. En 1936, son expulsion de l’Université pour activisme entraîne une grève des examens, soutenue par le Collège de Mandalay et 47 autres établissements d’enseignement. A la suite de quoi un Birman est nommé à la tête de l’Université, et Aung San réintégré, signant ainsi sa première victoire politique. Son diplôme en poche en 1937, Aung San est élu secrétaire de la *All-Burma Students Union*, alors même que la Birmanie obtient un gouvernement autonome, séparé de celui de l’Inde.

¹⁶ MAUNG Maung, Dr., *Aung San of Burma*, The Hague, Published for Yale University, Southeast Asia Studies, M. Nijhoff, 1962, 162 p. ; SILVERSTEIN, Josef, ed., *The political legacy of Aung San*, Ithaca, N.Y. : Southeast Asia Program, Cornell University, 1993, 161 p.

¹⁷ *Aung San of Burma, a biographical portrait*, Edinburgh, Kiscadale, 1991, 66 p.

Influencé de manière croissante par les idées de gauche que contribue à propager son ami U Nu, il abandonne ses études et s'engage définitivement en politique en 1938 : il rejoint la *Dobama Asi-Ayon (D.A.A.)*, avec U Nu, participant ainsi aux grandes grèves qui touchent les productions stratégiques : le pétrole et l'agriculture. Le premier gouvernement birman, celui du Dr. Ba Maw, démissionne en 1939. En août 1939, Aung San devient le secrétaire général de la première cellule communiste birmane, sans pour autant quitter la *D.A.A.*, dont il est réélu au poste de secrétaire général. La guerre le pousse à se rapprocher de l'ancien Premier ministre Ba Maw (qui dirige le parti *Synietha*), avec lequel il fonde le *Freedom Bloc*, dont il est également élu secrétaire général ; en synchronie, il rejoint la branche clandestine de la *D.A.A.*, le *Burma Revolutionary Party* al. *People's Revolutionary Party (P.R.P.)*. En 1940, il estime que le moment est venu de combattre l'impérialisme des Britanniques ; à cette fin il se rend en Inde pour y rencontrer leurs principaux opposants, les dirigeants du parti du Congrès. De retour en Birmanie, il provoque délibérément les autorités coloniales, passe dans la clandestinité et se prépare au déclenchement de la lutte armée.

2. Les organisations birmanes réclament alors explicitement l'indépendance ; il s'ensuit une vague d'arrestations, qui pousse les nationalistes birmans à rechercher des soutiens extérieurs. Les Japonais rentrent donc en contact avec le *D.A.A.* et Ba Maw, qui envoie un émissaire à Tokyo ; ce dernier revient avec une promesse d'assistance militaire japonaise – laquelle est toutefois loin de faire l'unanimité. Menacé d'arrestation, Aung San accepte les offres japonaises : il quitte la Birmanie sur un bateau chinois et se rend à Amoy. Après un temps de latence, et un appel au secours lancé à Bo Let Ya (Thakin Hla Pe), resté en Birmanie, ce dernier le met en contact avec le colonel Suzuki, en poste à Rangoon sous couvert de journalisme, et secrétaire de la *Japan-Burma Society* à Tokyo. Suzuki, Thakin Mya et le Dr. Thein Maung élaborent alors un plan pour l'indépendance de la Birmanie, reposant sur la formation militaire de jeunes Birmans. Moyennant quoi les Japonais font venir Aung San à Tokyo, en novembre 1940. Leur objectif est de couper la route de Birmanie en direction de la Chine ; à cette fin, ils créent un organisme clandestin, le *Minami Kikan*, et rédigent à leur tour un plan pour l'indépendance de la Birmanie : trente jeunes nationalistes seront envoyés en formation au Japon, puis retourneront en Birmanie pour y prendre la direction d'une insurrection contre les Britanniques. Pour préparer l'opération sur le terrain, Aung San est renvoyé en Birmanie. Puis, en juillet 1941, 28 thakin (dont Aung San) quittent la Birmanie, et gagnent Hainan, où ils sont rejoints par deux Birmans qui étudiaient à Tokyo (voir p. 74). Leur formation terminée, Aung San gagne Bangkok, puis Saigon, où il donne au colonel Suzuki le nom de Bo Mogyo (Colonel Eclair), propageant à dessein la nouvelle que Suzuki serait un descendant de la monarchie de Konbaung. Les opérations reprennent après Pearl Harbor, avec mission d'organiser les Birmans de Thaïlande pour former la *Burmese Independence Army (B.I.A.)* – les troupes japonaises d'Indochine obtenant de Bangkok le droit de transit par la Thaïlande. La *B.I.A.* (commandée par Suzuki, avec Aung San comme chef d'état major) entre ainsi à Rangoon en mars 1942 – dix

jours après l'armée régulière japonaise. Les tensions vont dès lors monter avec les Japonais, même si Suzuki confie le commandement de la *B.I.A.* à Aung San ; partant, été 1942, les Japonais dissolvent la *B.I.A.* au profit d'une armée plus 'professionnelle' et qu'ils croient avoir en main, la *Burmese Defense Army (B.D.A.)*. En septembre 1943, les Japonais accordent l'indépendance à la Birmanie : Aung San devient ministre de la défense, et Ne Win, commandant en chef de la *B.D.A.* Le mécontentement des nationalistes n'a pas diminué pour autant, au point que, par précaution, les Japonais fractionnent l'armée birmane. De fait, Aung San organise clandestinement la résistance et tente de gagner à sa cause les communistes, lesquels – dirigés par Thakin Soe – se rallient à ses positions en août 1944.

Reste l'épineuse question des minorités. Aung San réussit à gagner le soutien des Karen, en conflit violent avec la *B.I.A.* depuis mars 1942, au début de 1944. En août 1944, Aung San prononce – en birman – un discours très critique de la prétendue indépendance birmane, en présence des Japonais. Puis il crée clandestinement, avec toutes les forces politiques birmanes, l'*Anti-Facist Organisation (A.F.O.)* : désormais l'heure est à la collaboration avec les Britanniques, repliés à Simla, avec lesquels les dirigeants karen, et les communistes birmans font la liaison. Le 8 mars 1945, en plein pourparlers avec les Britanniques, la *B.N.A.* déclenche les hostilités à Mandalay. Les Japonais croient que c'est une opération isolée et qu'ils peuvent compter sur Aung San, lequel a à l'inverse prévu de déclencher l'attaque contre eux fin mars 1945. Après quoi, les Britanniques (à commencer par Lord Mountbatten) lui apportent leur soutien – non sans réticences – en mai 1945. Après la capitulation japonaise, l'*A.F.O.* prend le nom de l'*Anti-Facist People's Freedom League (A.F.P.F.L.)*.

3. Mais en octobre 1945, l'arrivée d'un premier gouverneur britannique s'accompagne d'un livre blanc proposant un retour au statut de 1935, évidemment inacceptable aux yeux de l'*A.F.P.F.L.* et de Aung San. Malgré le ralliement de deux des partis de la ligue au nouveau gouvernement, Aung San forme une nouvelle organisation militaire, *People's Volunteer Organisation (P.V.O.)*, et réussit à rallier une fois encore les consensus de l'*A.F.P.F.L.* en janvier 1946. Mais les tensions se multiplient dans les mois qui suivent : Thakin Soe fait sécession et fonde le parti communiste 'drapeau rouge' (*C.P.B.*), par opposition à la faction majoritaire, le *P.C.B.* 'drapeau blanc' ; et surtout Aung San est au bord d'être inculpé de meurtre, du fait d'une exécution effectuée par ses soins après un jugement sommaire en 1942. Mais Aung San – qui a reconnu les faits – n'en perd pas, tant s'en faut, son aura politique, et finalement, c'est le gouverneur britannique qui est rappelé, en juin 1946. S'ouvre alors une dernière étape dans les relations d'Aung San avec les Britanniques, celle de la négociation, d'autant qu'au parlement britannique, l'heure est à l'indépendance du sous-continent indien. L'arrivée d'un second gouverneur est accueillie par une grève générale ; la situation menaçant à nouveau de dégénérer sous la pression des communistes, les Britanniques nomment un nouveau conseil exécutif où tous les postes clés sont aux mains de l'*A.F.P.F.L.* Devant les attaques de l'ancien secrétaire de l'*A.F.P.F.L.*, Than Tun, président du *B.C.P.*, les communistes

sont expulsés de la ligue en octobre 1946. En novembre, l'*A.F.P.F.L.* demande le plein exercice du gouvernement, des élections générales réservées aux nationaux : autrement dit, l'indépendance ; moyennant quoi, la ligue accepte d'envoyer une délégation à Londres. En janvier 1947, Aung San conduit la délégation birmane via Delhi et Karachi, il rencontre Nehru, Jinnah, etc. Et le 27 janvier est signé l'accord Atlee - Aung San, que deux des délégués birmans, U Saw et U Ba Sein, refusent de contresigner. L'accord est toutefois approuvé à l'unanimité en Birmanie par le conseil suprême de l'*A.F.P.F.L.* Restait un dernier problème à régler, et non des moindres : le statut des ethnies frontalières, occupant les 2/5 du territoire birman actuel et représentant à la fin du XIX^e s., 15% de la population, qui avaient conservé jusqu'alors – à la différence des Birmans – leurs autorités traditionnelles ; ethnies auxquelles s'ajoutent les minorités des zones majoritairement birmanes, étant entendu que certaines ethnies, comme les Karen, sont présentes à la fois dans les régions frontalières et dans les zones birmanes. Aung San avait développé pendant la guerre des liens avec les dirigeants Karen et Arakanais, puis, à partir de 1945, avec les Kachin et les Chin. Fin 1946, il avait rencontré les dirigeants Shan, créant dans la foulée le *Supreme Council of the United Hill Peoples (S.C.O.U.H.P.)*, comprenant des Shan, des Chin et des Kachin. L'accord avec les Britanniques prévoyant d'achever l'unification des zones frontalières et de la Birmanie "avec le consentement des populations locales", Aung San se rend à Panglong, dans les Etats Shan, du 7 au 12 février 1947 : il y rencontre les représentants des Shan, Chin et Kachin, les Karen étant seulement observateurs. Les Shan, Chin et Kachin réclament chacun la création d'un Etat, mais acceptent d'en débattre par voie législative ; l'accord prévoit la présence de trois représentants des tribaux auprès du gouvernement. Mais les dirigeants karen n'adhèrent pas tous au projet ; de surcroît, côté birman, Aung San rencontre l'opposition croissante de U Saw, de Thakin Ba Sein, et de l'ancien Premier ministre Ba Maw. Cela dit, lors des élections d'avril 1947, l'*A.F.P.F.L.* remporte une victoire électorale écrasante : 171 des 182 sièges attribués à la Birmanie *stricto sensu* (24 sièges étant réservés aux Karen, 45 aux zones frontalières et 4 aux Anglo-birmans). Aung San prône alors le socialisme, la démocratie, et la constitution d'une Union Birmane ; en parallèle, il prépare la réhabilitation économique. Mais certains dirigeants Kachin, Shan et Karenni réclament le droit de faire sécession. Finalement le gouvernement accorde aux Karenni et aux Shan ce droit de sécession, lesquels s'engagent en échange à ne pas l'exercer pendant les dix années qui suivront l'indépendance. Sous l'influence de U Nu, une clause concernant la religion bouddhique est incluse dans la constitution. Alors que la situation paraît enfin stabilisée, le 19 juillet 1947, Aung San est assassiné avec son frère aîné, U Ba Win, et six autres personnes, par des soldats mandatés par U Saw.

Cette bibliographie bien documentée et agréable à lire, intéressera tous ceux concernés par la Birmanie contemporaine. Les difficultés dont souffre la Birmanie depuis l'indépendance attestent en effet à la fois de l'ampleur du vide politique laissé par l'assassinat d'Aung San, et, par-delà, de l'importance des figures providentielles

dans une culture birmane par ailleurs d'essence monarchique. Reste que pas plus Aung San que ses successeurs n'ont été à même de traiter ce qui constitue aujourd'hui en termes géopolitiques un problème majeur : le statut politique des zones tribales et des minorités ethniques. Que penser par exemple, des relations avec les Môn, qui ne sont pas évoquées dans le présent ouvrage ?

Marie-Sybille de VIENNE